

Wladimir Tchertkoff

Analyse provisoire d'un texte provisoire

CORE

15 novembre 2002

Au cours de la lecture critique de ce projet CORE, financé par l'Union Européenne, je propose d'avoir présente à l'esprit une citation du fameux rapport du Pr. Bandajevsky au gouvernement du Belarus, que je place ici en exergue.

"On propose un schéma général de modernisation des mesures de protection existantes, basé sur le refus du principe de mesures obligatoires dans les zones concernées, et le passage à une application volontaire et sélective des mesures de protection. On conseille de prendre obligatoirement en compte des facteurs autres que l'irradiation (facteurs économiques, sociaux et psychologiques) [...] On n'indique nulle part quelle est la part de ces facteurs. De cette façon, les recommandations des auteurs du rapport [...] se résument à refuser le principe du respect obligatoire et universel de mesures de protection. Derrière ces paroles, on peut subodorer le principe "Chacun pour soi!", l'État ne portant plus aucune responsabilité pour la santé des populations. Ceci est en opposition flagrante avec la Constitution de la République du Belarus et avec la Loi sur la Santé Publique..."

(Youri Bandajevsky. – Rapport sur l'efficacité des recherches scientifiques à l'Institut Scientifique de Recherches Cliniques de la Médecine des Radiations et d'Endocrinologie du Ministère de la santé de la République du Belarus.)

On pourra objecter à cette critique du texte de ETHOS-CORE qu'elle n'attaque pas seulement ce Projet, mais le travail du professeur Nesterenko lui-même. En effet, tout ce que CORE prévoit dans son texte, ETHOS l'a appris de Nesterenko, et ce dernier le fait et le préconise depuis des années. C'est Nesterenko qui, ayant pris acte de la surdité du gouvernement auquel il demandait l'évacuation des populations des territoires contaminés, a créé, dès 1990, 370 centres locaux de contrôle radiologique des aliments (CLCR) dans les villages les plus contaminés; c'est lui qui a formé à la radioprotection les professionnels des villages (médecins, infirmières, maîtres d'école...); c'est lui qui instruisait les enfants des villages, plus réceptifs que les adultes, pour qu'ils éduquent leurs parents dans les cuisines sur la façon de traiter les aliments; c'est lui qui fut le premier et le seul à mesurer systématiquement la contamination interne de l'organisme des enfants et à fournir ses données au Ministère de la santé et au professeur Bandajevsky, qui mettait ses données en relation avec les pathologies qu'il étudiait...

Mais là s'arrête justement le parallélisme entre Nesterenko et ETHOS-CORE. Il y a une omission essentielle dans ce Projet et une idéologie, qui en changeant totalement la nature et le rendent inopérant par rapport au travail de radioprotection expérimenté et préconisé par Nesterenko au cours de ces années. Le problème de l'élimination des radionucléides de césium 137, incorporés dans l'organisme par les habitants *via* la nourriture contaminée, n'est

jamais affronté par le Projet CORE, mais au contraire, de fait, combattu. L'adoption officielle de la prophylaxie par adsorbants à base de pectine, réclamée par Nesterenko pour protéger au moins les 500 000 enfants contaminés du Belarus, changerait la nature de ce Projet européen de façon radicale. Car reconnaître à la pectine de pommes une efficacité et une utilité réelles pour les habitants contaminés, constater l'effet bénéfique sur leur santé de cet adsorbant naturel qui accélère l'élimination des radionucléides de l'organisme, porterait à reconnaître automatiquement qu'une contamination de masse existe réellement, qu'elle est bien causée par le Césium137 répandu par l'incendie de Tchernobyl et non par le stress, et qu'il est nécessaire, sinon d'évacuer tous les habitants des territoires contaminés, au moins de distribuer cet additif alimentaire d'urgence pour freiner la catastrophe sanitaire croissante. Mais ETHOS-CORE refuse de financer la pectine et organise la réhabilitation. Son texte n'explique pas comment la RÉHABILITATION des territoires qu'il prône pourrait garantir la protection des 80% des enfants du Belarus, qui sont malades suite à la catastrophe de Tchernobyl.

Quelques questions et commentaires au texte du projet CORE

(en noir le texte original, **en rouge les mises en évidence**, en bleu les commentaires)

Préambule : pourquoi le projet CORE ? (p.3 de l'original)

L'option d'une coopération pour la réhabilitation, qui fonde le programme CORE, repose sur la conviction partagée de ses partenaires que la situation traversée par les habitants des territoires contaminés suite à **l'accident de Tchernobyl** et la recherche de voies de réhabilitation constituent un enjeu essentiel aussi bien au plan local et national en Biélorussie que pour la communauté internationale.

Ce constat résulte du sentiment partagé d'une grande vulnérabilité des hommes et des sociétés face à une situation de pollution radioactive diffuse de grande ampleur. Cette question est présente dans les pays ayant opté pour une dimension nucléaire dans leur production énergétique aussi bien que chez leurs voisins. La connaissance de cette situation et de ses enjeux constitue une dimension incontournable dans la construction de politiques énergétiques porteuses d'impacts aussi bien pour l'homme que pour son environnement.

Au-delà de la question nucléaire, l'engagement des partenaires du programme est fondé sur la conviction que cette situation se situe au cœur de **la problématique éthique** du développement technique et scientifique et de ses effets sur l'homme.

D'emblée, le cœur de la question est transcendé, esquivé, dilué.

Comment l'accident d'une centrale atomique peut-il se situer "au-delà de la question nucléaire"? Cette incohérence logique, tellement absurde qu'elle en devient invisible, donne l'illusion d'une approche sérieuse et pluraliste, elle oriente et structure tout le projet. On évacue le nucléaire et on invoque la morale à propos de "ses effets sur l'homme". Mais effets de quoi, si c'est à propos de Tchernobyl qu'on soulève ici la question éthique du développement technique et scientifique? Dans ce texte il faudra faire très attention aux mots. Orwell l'avait montré : ce sont les mots qui définissent l'action. C'est sur une nuance, sur une prestidigitation sémantique, sur l'esquivé verbale, que se joue un conflit, qui met en jeu ici des millions de vies humaines. Pour le dogme officiel le rôle de la radioactivité interne à faibles doses est insignifiant pour la santé. CORE s'attèle donc à *réhabiliter* les territoires. On pourra y vivre bien, il suffira d'obéir aux instructions des "experts". A la contamination on ajoute ainsi une prise d'autorité sur les victimes : on les écrase deux fois. Si elles sont malades, c'est

qu'elles n'ont pas suivi les instructions, c'est leur faute. Victimes et coupables. Dans ce scénario, la pectine ne sert à rien. Elle gêne, car elle révèle la cause radiologique qu'on occulte. La sociologie nous accompagnera ensuite et nous expliquera par ses analyses des comportements et des symboles comment on vit et ce qu'on devient dans ce "monde nouveau".

La mise en œuvre d'une démarche de **réhabilitation ne préjuge en aucune manière des choix** individuels et collectifs de ceux qui restent confrontés directement à la contamination dans les territoires affectés par Tchernobyl.

Que veut dire concrètement REHABILITATION d'un territoire imbibé de césium¹³⁷? Quelle peut être la liberté de CHOIX alors qu'on est contraint de continuer à vivre dans un tel territoire? Choix entre quoi et quoi? Les choix concrets de réhabilitation, effectués par CORE et financés par les contribuables européens, ne constituent-ils pas une prédétermination et un conditionnement en amont des choix de la population? En 1998, ETHOS publie un album poétique de photos en couleurs sur papier glacé, montrant des paysans intemporels aux prises avec un "monde nouveau". Sa publication de propagande se termine par cette phrase : **"...vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence..."**. En 1958, l'OMS écrivait déjà que : **"... du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude..."** En effet, la censure des travaux scientifiques de Bandazhevsky et de Nesterenko, alliée à cette gestion virtuelle des conséquences de "l'accident" financée par l'Union Européenne, garantit "l'ignorance et l'incertitude" dans un monde nouveau, c'est à dire un monde auquel on est condamné, auquel on devra "s'accommoder" ("Glissez mortels, n'insistez pas.").

La démarche CORE vise à créer les conditions de choix et de **modes de vie autonomes et informés au sein des populations de ces territoires**. C'est pourquoi l'approche développée dans CORE est avant tout fondée sur l'homme et sur sa **capacité d'initiative individuelle et collective**. Cette démarche repose d'abord sur l'accompagnement des initiatives locales et sur la mise en œuvre de dispositifs d'éducation.

Modes de vie AUTONOMES dans des territoires, qui resteront contaminés pendant plusieurs générations? Qu'est-ce que l'autonomie? Quelles sont les initiatives individuelles et collectives à la hauteur du désastre? *"Chacun pour soi!"*, écrivait Bandajevsky, avant d'être jeté au cachot. ***L'État ne portant plus aucune responsabilité pour la santé des populations***". Car c'est l'État – ou **les États, l'Europe, le monde** - qui est responsable. Nesterenko demandait l'évacuation immédiate dans un rayon de 100 km. de la centrale. Et Nesterenko, bien que ETHOS avait promis de l'impliquer, ne figure pas sur la liste du ***Comité de Préparation*** de CORE (voir plus loin). Il n'a participé de fait (non de droit) à la phase de Préparation du projet qu'à la suite d'une intervention des ambassadeurs d'Allemagne et de France. Le ministre des "Situations d'urgence", Astapov, le seul qui soutient l'action de Belrad, ne fait pas partie, lui non plus, du "Comité de liaison biélorusse" de CORE (voir p.6 de l'original). C'est évidemment parce que l'après Tchernobyl n'est pas une "situation d'urgence" que l'additif alimentaire à base de pectine n'est pas financé par CORE pour protéger les enfants. (Voir 3.1 Suivi sanitaire et qualité de la santé)

Dans cette perspective, le programme CORE a pour objectif de favoriser la construction d'un **patrimoine commun** au plan local, national, et international, par la reconnaissance, la compréhension et la **mémoire de l'événement de Tchernobyl** et de la réponse apportée par l'Homme à cette situation.

Un musée pour la mémoire d'un événement du passé? Les pathologies nouvelles, les avortements, les malformations actuelles et des générations futures n'entrent pas dans le concept "événement de Tchernobyl".

Contributeurs de la phase de préparation (p.4 de l'original)

Le présent rapport présente une synthèse provisoire des travaux engagés dans la phase de préparation du programme CORE (voir 1.3) depuis le début de l'année 2002. Les participants engagés dans cette phase de préparation sont les suivants :

Comité de Préparation	
M. Valéry BERESTOV	Président du Comité Exécutif du District de Slavgorod
M. Neil BUHNE	Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD)
M. Vladimir CHEVTCHUK	Vice –président du Comité Tchernobyl de Biélorussie
M. Gilles HERIARD DUBREUIL	Groupe ETHOS
M. Norbert JOUSTEN	Chef de la Délégation de la Commission Européenne pour le Biélorussie et l'Ukraine
M. Sergeï KULYK	Banque Mondiale
M. Guillaume KASPERSKY	Ambassade de France au Biélorussie
Mme Sylvie LEMASSON	Ambassade de France au Biélorussie
M. Jacques LOCHARD	Groupe ETHOS
M. Vassili MAXIMENKO	Président du Comité Exécutif du District de Tchetchersk
M. Henry OLLAGNON	Groupe ETHOS
M. Vladimir PACHKIEVITCH	Président du Comité Exécutif du District de Stolyn
M. Richard STEFANOVITCH	Président du Comité Exécutif du District de Braguin
M. Vladimir TSALKO	Président du Comité Tchernobyl de Biélorussie
M. Matthias WEINGART	Consulat Suisse en Biélorussie, Coordinateur de l'Aide Humanitaire

Quelques caractéristiques.

CHEVTCHUK, personnage du Ministère de la santé placé auprès de Tsalko au Com Tchernobyl. C'est lui qui a répondu à Nesterenko, qui se plaignait d'avoir été chassé de ses villages dans le district de Stoline : *"Cette décision est prise suite à la recommandation du*

groupe de travail du COM.TCHERNOBYL, dans le cadre de la collaboration avec des scientifiques français dans le projet de la Commission Européenne "ETHOS-2", et conformément à la proposition de ces derniers. (c'est moi qui souligne w.t.)

HERIARD DUBREUIL, Groupe ETHOS, directeur de Mutadis. Ce groupe d'étude, spécialisé dans la gestion sociale du risque, assure la coordination du projet CORE. De par sa fonction, Hériard Dubreuil peut avoir un rôle important dans l'acceptation ou le refus opposé au financement de la pectine demandé par Nesterenko. Pour le moment, il s'y oppose, c'est l'adversaire français.

Du côté biélorusse, l'ennemi s'appelle **Kenigsberg**, qui est la seule personne de référence reconnue par l'AIEA et par l'UNSCAER. Il occupe depuis janvier 2002 le poste de président du Comité de Protection Radiologique du Belarus et était vice-directeur de l'Institut de médecine radiologique du Ministère de la Santé du Belarus – celui des 17 milliards gaspillés, - jusqu'à sa fermeture définitive, le 10 mars dernier. Bandajevsky l'a critiqué nommément.

Suite à notre dénonciation de l'expulsion de Nesterenko des villages où il travaillait de puis des années, des lettres très dures ont été échangées et quelques rencontres difficiles ont eu lieu entre Nesterenko et les deux managers de ETHOS, Hériard Dubreuil et Lochard. Nous avons filmé une de ces rencontres, au cours de laquelle aucune justification, explication ou regret n'a été exprimé par les Français. C'était la tranquille insensibilité de l'occupant envers les raisons de l'occupé. Ils ont refusé de dédommager la dosimétriste de Nesterenko du Village Olmany, qui avait fait pour eux un travail extraordinaire non rétribué et leur a fourni les données des mesures de Belrad, avec l'accord de Nesterenko. Les deux hommes se sont déclarés par contre disponibles pour une collaboration avec "Belrad" dans un projet commun à présenter à la Commission Européenne (Programme TACIS). Lors d'une rencontre dans leur chambre d'hôtel de Minsk, ils ont signifié à Nesterenko qu'il devait interrompre ses rapports avec le professeur Fernex, s'il voulait collaborer avec eux. Mais le chantage n'a pas marché. Ils ont dû faire marche arrière, quand Nesterenko, sans dire mot, interrompit la conversation et se dirigea vers la porte.

A deux reprises, ils ont évité le désagrément d'être dénoncés publiquement :

- le 26 avril 2001, à l'Université Jussieu – Paris VII (Denis Diderot), qui organisait une journée sur le thème "Tchernobyl – vérités interdites". Le Professeur Nesterenko y était invité.
- en novembre de la même année, alla conférence internationale organisée par ETHOS à Stoline pour illustrer son action sur le terrain. Y étaient conviés des représentants des ministères et des administrations intéressés des pays de la CEI et de France, des représentants de la Banque mondiale, des programmes de développement de l'ONU, du programme "TACIS", des organisations internationales "Médecins du monde", "Terre et civilisation", ainsi que des députés du Parlement Européen. Nesterenko n'avait pas été invité. Il a pu y participer seulement parce que Michel Fernex avait manifesté son *étonnement* pour cet "oubli".

La question de l'expulsion de l'Institut "Belrad" des villages du district de Stoline n'a pas été évoquée au cours des travaux des deux rencontres, pour ne pas compromettre la collaboration promise.

En fait ETHOS, qui préparait déjà CORE, se défilait.

En effet, Nesterenko leur avait écrit en avril 2001 :

Je confirme que je suis prêt à vous rencontrer pour discuter avec vous les travaux du projet ETHOS dans le village de Olmany du district de Stoline de la région de Brest.

Lors d'une rencontre précédente, nous avons discuté de la possibilité pour l'Institut "Belrad" de participer à ce projet. Toutefois par la suite, aucune proposition n'est venue de votre part. Nous avons tenté d'obtenir un compte-rendu de vos travaux dans le cadre de ce projet, mais nous n'avons pas eu accès à ces documents au Com.Tchernobyl. De leur côté, les habitants de Olmany nous ont donné leur opinion sur ce projet.

Je propose d'étudier au cours de notre rencontre, le 17 avril, la possibilité de :

- 1. restituer les 20 CLCR, fermés précédemment, aux écoles du district de Stoline à l'aide du financement du projet ETHOS (le coût de l'équipement de 1 CLCR représente 1800-2000 dollars USA et le coût de l'exploitation de 1 CLCR, environ 900 dollars USA par an) ;*
- 2. rétablir une distribution régulière des fourrages mélangés avec des adsorbants pour les vaches des habitants des 30 villages du district de Stoline, durant toute la période de lactation ;*
- 3. acheter et installer des écrémeuses dans les cuisines des écoles et des jardins d'enfants de ces 30 villages ;*
- 4. financer à l'aide du projet ETHOS la prophylaxie à base de pectine (4 cures par an) des enfants du district de Stoline, et 5 à 6 mesures annuelles au moyen de SRH de ces enfants (le montant de la dépense annuelle par enfant s'élève à 25 dollars USA) ;*
- 5. organiser des cours de perfectionnement de radiométrie pour 80 enseignants et travailleurs médicaux, les formant au travail dans les CLCR et à l'enseignement des principes de la radioprotection dans les écoles ;*
- 6. organiser un mois de convalescence par an des enfants du district de Stoline, dans des familles en France, comme cela se fait actuellement en Allemagne, Angleterre, Irlande, Espagne et Italie pour le rétablissement des enfants du Belarus ;*
- 7. réaliser le suivi pendant 3 ans de l'état de santé des enfants dans les 36 écoles secondaires, les 12 collèges et les 12 écoles primaires du district de Stoline, dans le cadre d'un programme international spécial.*

Je vous propose de discuter avec nous ce projet de radioprotection des enfants, victimes de la catastrophe de Tchernobyl dans le district de Stoline.

Je souhaite que les enfants du district de Stoline bénéficient d'une radioprotection réelle et efficace, grâce à nos travaux scientifiques communs.

Le rencontre du 17 avril n'a pas eu lieu et Nesterenko n'a pas reçu de réponse à cette lettre.

Le 28 mars 2002, au cours d'une conférence à l'Assemblée Nationale à Paris, Nesterenko a présenté un rapport sur la situation des territoires contaminés au Belarus et a fait un appel pour être soutenu dans ses travaux de radioprotection des enfants. Les représentants de ETHOS étaient dans la salle. De nouveau le conflit a été évité au cours de cette conférence, pour ne pas compromettre une collaboration promise. Peu de mois après Nesterenko a été inclus dans le projet CORE comme expert en radioprotection. (voir le texte de Michel Fernex sur cette période *Quand le Lobby nucléaire s'en prend à ses victimes.*)

JOUSTEN, au cours d'une discussion contradictoire, (réunion de CORE le 12 juillet à Minsk), il a souligné, contre l'opinion de Kenigsberg, représentant du Ministère de la santé, qu'il fallait développer les initiatives locales et le système indépendant de contrôle radiologique. Il défendait ainsi la thèse de Nesterenko. Mais Jousten était (est?) en charge des 4 projets de Belrad, qui ne sont pas (pas encore?) passés à TACIS. On attend qu'il s'explique avec le

député européen Yves Piétrasanta à ce sujet.

LOCHARD, Groupe ETHOS. Nesterenko raconte qu'au cours de la même discussion du 12 juillet, il a souligné, contre l'opinion des représentants du Ministère de la santé biélorusse, que *"tous les projets proposés devraient s'appuyer sur les CLCR et sur les mesures au moyen du SRH. La population ne fait pas confiance à l'information concernant la contamination des produits alimentaires locaux donnée par les structures d'État, ni au contrôle officiel du niveau de concentration du césium 137 dans l'organisme des enfants. Les habitants de ces districts ont exprimé le désir que soit mis en place un système de contrôle radiologique indépendant et non gouvernemental"*.

Il a souligné *"l'importance de la création par l'Institut Belrad du réseau de CLCR et de 8 laboratoires mobiles d'anthropogammamétrie véhiculés par minibus"*. Mais il a fait obstacle, avec Hériard Dubreuil, au financement de l'adsorbant à base de pectine à distribuer aux enfants contaminés.

ETHOS a assimilé la leçon de Nesterenko pour en faire un usage contraire : justifier l'ancrage des habitants dans les territoires contaminés et rassurer l'opinion publique sur le risque nucléaire.

Elle est de Lochard la phrase, qui m'a été rapportée par Guillaume Grandazzi : *"nous devons occuper le terrain"*.

OLLAGNON, Groupe ETHOS. Roland Desbordes et Romain Chazel le connaissent bien.

TSALKO, Président du Comité Tchernobyl du Belarus (Com Tchernobyl). Personnage du pouvoir, mais intéressant. Ne semble pas partager la position du Ministère de la santé, défendue par Kenigsberg, qui minimise les conséquences de Tchernobyl.

Groupe Projets

M. Fiodor FLECHTOR	Agence de Développement de Gomel
Mme Ludmilla JOUKOVSKAÏA	Institut de Radiologie de Pinsk
M. Alexeï MELECHNÏA	Institut d'Économie Agricole de Minsk
M. Vassili NESTERENKO	Institut BELRAD
M. Alexeï SMIRNOV	Comité Tchernobyl
Mme Galina SOKOLIK	Université d'État de Biélorussie
M. Alexandre SOUDAS	Institut de Radiologie de Pinsk
M. Sergeï TARASSIUK	BRISSA
Mme Zoé TROFIMTCHIK	Comité Tchernobyl, coordinatrice du Groupe Projets

<i>Comité de Partenariat</i>	
Mme Marie-Jo BELLIARD	A Tous Vents du Monde
M. Michel BRUGIERE	Médecins du Monde
M. Bruno CESSAC	Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN)
Mme Sylvie CHARRON	IRSN
Mme Myriam COSTA	Médecins du Monde
M. Alain DASSONVILLE	Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales
M. Jean-Charles DERONGS	Formation Épanouissement, Renouveau de la Terre (FERT)
Mme Béatrice de DURFORT	Patrimoine Sans Frontière
M. Guillaume GRANDAZZI	LASAR, Université de Caen
M. Hans GUNNAR ADEN	Ambassade de Suède à Paris
M. Gilles HERIARD DUBREUIL	Groupe ETHOS, Mutadis
M. Didier HERVE	Institution Patrimoniale du Haut Béarn (IPHB)
M. Samuel LEPICARD	Centre d'études sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine du Nucléaire (CEPN)
M. Jacques LOCHARD	Groupe ETHOS, CEPN
Mme Catherine LUCCIONI	IRSN
M. Michel MOLLARD	FERT
M. Henry OLLAGNON	Groupe ETHOS, Institut National Agronomique de Paris-Grignon (INAP-G)
M. André OUDIZ	IRSN
M. Thierry SCHNEIDER	CEPN
M. Francis THUBE	GRAINE (éducation à l'environnement)
M. Vincent WALLAERT	Mutadis

BRUGIERE, Directeur Général de Médecins du Monde. Il a visité Belrad en été dernier, a écouté Nesterenko et Galina Bandajevskaya avec un peu de suffisance.

Le 23 décembre 2002, il écrivait à Michel Fernex, qui, sur demande de Nesterenko, lui avait envoyé de la documentation en français :

Monsieur ,

j'ai bien reçu vos documents qui confirment la conversation que j'ai eu avec le Pr Nesterenko . Ce que je ne comprends pas au sujet de l'effet de la Pectine comme adsorbant de décontamination interne au

C137, c'est sa non reconnaissance par les experts médicaux travaillant sur les problèmes de radioprotection . Est-ce que vos essais cliniques sont méconnus ? est-ce que la méthodologie est contestable ? est-ce que la Pectine rassure les populations et les rends moins vigilants quand à leurs pratiques de prévention dosimétrique alimentaire ?

J'aimerais avoir votre point de vue sur ces QS . En attendant recevez mes amitiés confraternelles .
Michel Brugière . DG de MDM .

En réponse, Michel Fernex lui a signalé la conférence de Bâle du 15 février, mais il n'est pas venu. Cela ne préjuge de rien. Il semble qu'on peut discuter avec lui. Michel et Solange Fernex l'ont rencontré récemment à Paris sur le même sujet. Il ne comprend pas pourquoi on fait tant d'histoires autour de la pectine, si le Ministère de la santé d'Ukraine en recommande l'emploi. Je lui ai envoyé le texte en ukrainien de la circulaire du ministre ukrainien.

LUCCIONI Catherine, médecin IRSN. Elle a traité Galina Bandajevskaya de très haut et avec une certaine suffisance : "Vos découvertes ne sont pas publiées, personne au monde ne les connaît. Nous sommes venus pour confirmer ou infirmer les travaux de votre mari, en commençant par le commencement." Quand Galina a su qu'elle comptait se limiter aux auscultations et aux électrocardiogrammes, elle lui a objecté que cela signifiait repartir à zéro, alors que Bandajevsky avait établi les corrélations quantifiées entre les pathologies et les becquerels incorporés, en 9 ans de recherches, par trois voies parallèles : clinique, expérimentale sur animaux de laboratoire et histologique des organes humains à partir d'autopsies. Une perte de temps absurde, alors que la morbidité dans la population, surtout infantine, augmente de façon dramatique. Il faudrait reprendre les données déjà acquises, les vérifier par les mêmes méthodes et aller de l'avant.

Catherine Luccioni était présente à l'entretien entre Brugière et les Fernex et s'opposait obstinément à la pectine, sans savoir fournir des raisons sensées.

<i>Comité de liaison biélorusse</i>
Ministère de la Santé
Ministère de l'éducation
Ministère de l'Agriculture
Ministère des Affaires Étrangères
Commission Tchernobyl du Parlement biélorusse
Oblast de Gomel
Oblast de Moguilev
Oblast de Brest

MINISTERE DE LA SANTÉ. – Dans sa relation de la discussion du 12 juillet, Nesterenko écrit qu'en réponse à "l'importance attribuée par les spécialistes français à la création par l'Institut Belrad du réseau de CLCR, le vice ministre de la santé du Belarus, V.I.Klioutchenovitch, a exprimé l'opinion contraire qui fit dissonance (à celle de Nesterenko-Lochard): le Ministère de la Santé serait contre l'installation de Centres locaux de contrôle radiologique proches de la population car l'information fournie par les CLCR créerait de gros problèmes aux gens et provoquerait des complications inutiles.

Jacques Lochard a rétorqué que la création de CLCR indépendants et d'un système de contrôle non gouvernemental sur SRH correspondait au désir de la population des territoires contaminés et constituait la condition sine qua non du financement par les partenaires européens des projets CORE proposés.

J.E.Kenigsberg a dit dans son intervention qu'un projet international de cette envergure devait selon lui s'appuyer sur un système étatique de contrôle radiologique des produits alimentaires et de mesures sur SRH des enfants. Ce point de vue fut confirmé par le médecin sanitaire principal du Belarus, V.I.Klioutchenovitch.

J.Kenigsberg a exprimé son regret de ne pas voir de représentant du Ministère de la Santé parmi les experts de CORE (pourtant au cours de nos voyages nous avons travaillé avec les services locaux du Ministère de la santé – au niveau du district). Il a proposé que les projets CORE soient soumis à une expertise du Ministère de la Santé et du Comité de Protection Radiologique du Belarus

Il est évident qu'après une expertise de ce genre il ne sera plus question dans les projets ni de CLCR, ni de l'utilisation du SRH comme instrument permettant de juger avec objectivité de l'efficacité des mesures de protection, ni de pectine, etc...

Pendant la pause J.Kenigsber s'est dépensé à convaincre le dirigeant d'ETHOS et la représentante des Médecins du Monde qu'il était inutile de dépenser de l'argent pour financer un système de contrôle indépendant alors que toutes les décisions des structures étatiques de radioprotection se fondaient sur le système de contrôle organisé par l'État." (Nesterenko)

1. Présentation du contexte de préparation du programme CORE

(p.7 de l'original)

1.1. Des conditions de vie profondément affectées dans les territoires contaminés près de quinze ans après la catastrophe de Tchernobyl

Près de 8 millions de personnes vivent actuellement dans des territoires contaminés par l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986. Ces territoires représentent près de 140 000 km² et sont situés dans trois républiques de l'ex-URSS : la Fédération de Russie, l'Ukraine et la République du Bélarus.

De toutes ces républiques, la Biélorussie est la plus touchée par l'accident de Tchernobyl avec 23% de son territoire contaminé, soit une surface d'environ 46 500 km². A titre de comparaison, l'Ukraine n'a que 4.8% de son territoire contaminé et la Russie 0,5%. En Biélorussie, les régions les plus contaminées sont celles de Gomel, Moguilev et Brest, essentiellement situées au sud et sud-est de la République. Près de 2 millions de Biélorusses, soit un cinquième de la population totale qui est de 10,3 millions d'habitants, vivent ainsi dans des territoires contaminés radiologiquement à des degrés divers.

Bien que 80% de ces populations vivent dans des régions où le niveau de contamination au sol de Césium 137 est relativement bas, pour de nombreuses raisons, la persistance d'un risque radiologique ne peut être négligée. En effet, **des processus radiologiques complexes de reconcentration peuvent conduire, dans certaines situations, à des niveaux d'exposition** problématiques pour les habitants, particulièrement pour les enfants de ces territoires. Un second argument est fondé sur le principe de précaution, compte tenu de l'incertitude sur les conséquences à long terme pour l'homme qui sont associées à la vie dans un environnement marqué par une **pollution radioactive diffuse**.

Contorsions. Ne pouvant pas nier la morbidité accrue chez les enfants et voulant éviter l'hypothèse de la contamination interne par la nourriture, le texte explique "le risque radiologique non négligeable" par des niveaux d'**exposition**, (sans doute externes). Mais cela est impossible, car ces niveaux sont en réalité très bas. Oui mais, ils subissent "des processus radiologiques complexes de *reconcentration*" (où cela, dans l'air, dans le sol ou dans les organes?).

Cette pollution radioactive affecte fortement l'économie de ces territoires qui repose en grande partie sur **l'agriculture**. Elle **est à l'origine d'une profonde inquiétude** de la population concernant ses possibles effets sur la santé, ceci particulièrement pour les enfants.

La présence de contamination radioactive est également à l'origine d'une **dépréciation du cadre de vie**, des ressources naturelles, **des valeurs culturelles, symboliques et esthétiques qui sont attachées à ce cadre de vie**. Enfin, la dynamique d'évacuation et de relogement depuis l'accident de Tchernobyl a profondément perturbé les équilibres démographiques et sociaux de ces territoires.

Ces différents éléments font que, quinze ans après la l'accident de Tchernobyl, on peut observer une dépréciation profonde et persistante de la qualité de la vie des habitants des territoires contaminés.

Admirable esquive : on parle de **l'agriculture**, mais pour bifurquer immédiatement : elle est à l'origine d'une **PROFONDE INQUIÉTUDE** et non de la contamination interne par incorporation du Cs137 à travers les aliments. On n'explique pas pourquoi l'agriculture doit inquiéter. Pour ne pas s'aventurer dans une zone interdite par la science officielle (AIEA, OMS, UNSCAER, Gentner enseigne) on parle avec sollicitude de **"valeurs culturelles, symboliques et esthétiques"**. ETHOS-CORE enseignera aux paysans une nouvelle culture : l'optimisme, l'initiative et des règles de comportement, sans les aider là où se situe le vrai danger et l'urgence : les maladies de leurs systèmes et organes vitaux. Maladies qu'on refuse de prévenir et qu'on soigne mal parce que la connaissance est interdite.

En réalité, les habitants que nous avons interrogés en septembre 2002 dans les villages à l'est de la rivière Soj, district de Slavgorod, (ils sont suivis par l'organisation allemande Jülich, qui les mesure, mais ne les protège pas), sont dans la complète ignorance de ce qu'ils ingèrent. Ils se sont habitués "soviétiquement" à subir : à se sentir plus ou moins mal et à mourir prématurément. Chez les enfants c'est plus grave que chez les adultes : dans une première phase, s'ils sont apparemment bien nés, le mal est imperceptible, puis quand cela se déclare c'est déjà tard. Qu'il s'agisse du cœur, des yeux, de gastrites ou d'une quelconque autre pathologie. Ce sont les enfants qui font partie des 80, 90 ou 100% des enfants malades de ces régions. Les habitants sont passés du subir soviétique au subir radioactif insaisissable. Dans les deux cas, résignation et impuissance. Désinformation. On ne note pas de **"profonde inquiétude"** dans les interviews, mais l'ignorance, un manque d'information et une totale absence de contrôle et d'aide médicale qualifiée. Les parents des enfants n'attribuent pas une grande importance à des symptômes qu'ils ne comprennent pas, comme maux de tête persistants, essoufflements, fatigue. Ils ne savent pas que le cœur est atteint.

En paraphrasant Sebastian Pflugbail, on peut dire que "Les Biélorusses ne sont aujourd'hui que les cobayes d'un énorme laboratoire radiologique, où les pays riches d'Occident recueillent leurs données scientifiques. Il rappelle que "du point de vue de l'éthique médicale, aux Etats-Unis et dans les pays européens, la recherche scientifique sur les maladies des patients n'est pas admise, si dès le départ leur traitement complet n'est pas garanti. Pourquoi cela doit-il être différent, si les recherches ont lieu au Belarus?" Mais dans le cas du Projet ETHOS-CORE il n'y a même pas de recherche scientifique digne de ce nom. Voir à ce sujet la discussion de Catherine Luccioni avec Galina Bandajevskaya.

1.2. Le contexte international : les conclusions convergentes de différentes démarches d'évaluations (p.8 de l'original)

Plus de quinze ans après l'accident de Tchernobyl, différentes démarches internationales portant sur l'évaluation des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl¹ se rejoignent sur un ensemble de conclusions concernant la situation dans les territoires contaminés :

- Quinze ans après, la catastrophe et deux ans après la fermeture définitive de la centrale de Tchernobyl, **la situation dans les territoires affectés par l'accident demeure extrêmement préoccupante d'un point de vue radiologique et sanitaire** (notamment en ce qui concerne la santé des enfants) aussi bien qu'environnemental, économique et social... Une série de facteurs, en particulier, la dégradation de la situation économique, la désintégration de l'URSS, etc. ont renforcé les conséquences de cette catastrophe.

On donne un coup de chapeau très explicite et souligné au vrai problème – "situation radiologique et sanitaire très préoccupante" – pour ne plus s'en occuper, en le noyant dans une série de conditions négatives très répandues sur la planète, qui n'ont en réalité aucun rapport avec la fréquence croissantes des pathologies nouvelles, apparues après Tchernobyl et seulement à Tchernobyl.

- Le problème complexe de la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés, qui comprend la restauration de l'activité économique et sociale en tenant compte de la nécessité de **sécuriser** les conditions de vie de la population, devient la première priorité. Ce problème n'a pas d'analogues dans l'histoire par sa complexité et par son envergure.

Au lieu de financer la pectine, on sécurise...

- Il est nécessaire de mettre en œuvre **une nouvelle stratégie de réhabilitation durable** des conditions de vie dans les territoires contaminés qui soit différente des programmes d'urgence appliqués depuis 1991 en Biélorussie, en Ukraine et en Russie et fondés sur une importante solidarité nationale. Ces politiques ont fait preuve d'une efficacité certaine mais sont aujourd'hui inadaptées dans la perspective d'une réhabilitation durable des conditions de vie et de la santé des territoires contaminés.
- **Cette nouvelle approche doit être intégrée, c'est-à-dire prendre en compte la complexité et l'interdépendance des problèmes rencontrés dans les territoires affectés.** Il devient dès lors impossible d'aborder de façon séparée les catégories d'action publique de la santé, de l'environnement, du développement économique, de la dosimétrie, de la radioprotection, de la pédagogie etc. Ces différentes dimensions doivent nécessairement faire l'objet d'une **approche intégrée et étroitement coordonnée. Un développement sous contrainte radiologique** n'est envisageable que par une mise en

¹ Le rapport de février 2002 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur les conséquences humaines de l'accident, la mission Tchernobyl des Ambassadeurs de l'Union Européenne du mois d'avril 2001, le rapport de la Banque Mondiale et le séminaire international de clôture du programme européen ETHOS organisée à Stolyn (région de Brest, Biélorussie) en novembre 2001.

synergie des acteurs locaux, nationaux et internationaux dans le cadre d'une action en commun organisée pour faciliter leur implication.

DÉVELOPPEMENT SOUS CONTRAINTE RADIOLOGIQUE, RÉHABILITATION DURABLE. Terrible. On fixe les populations dans les territoires contaminés et on noie la contamination radioactive dans la pluralité des facteurs à contrôler. Pas question de mettre en exergue l'urgence des urgences : évacuer ou, au moins, diminuer la radioactivité interne afin d'éviter les pathologies irréversibles. Solange Fernex écrit dans *l'Ecologiste* de février 2003 : *Le rapport de "consensus" de l'ONU sur Tchernobyl publié en février 2002 reprend largement les propositions du lobby nucléaire : il s'agit de réhabiliter l'économie des territoires contaminés, d'aider les population à les "développer" et même à les recoloniser. Ces propositions optimistes ne se basent sur aucune mesure de la radioactivité chez les humains ou des denrées alimentaires cultivées localement. "Tchernobyl c'est fini", "c'est la crise économique et le stress qui sont responsables des problèmes rencontrés par les habitants". Ceux-ci doivent être rassurés et reprendre une vie normale. Suivant cette logique, le décret du 8 août 2002 a exclu au Belarus 146 localités, soit 74 000 habitants, de la zone à contrôle strict. 20 000 enfants sont concernés.*

CORE-ETHOS adopte explicitement cette ligne.

Et c'est du travail durable sur la planche pour **"Mutadis"**, *le coordinateur spécialisé dans la gestion sociale du risque*. Ce **groupe d'étude** appartient à une floraison de boîtes, qui, à l'ère de la globalisation néolibérale, enseignent aux dirigeants d'entreprises, comment gérer et dominer les "ressources humaines" (c'est ainsi qu'on définit maintenant les humains qui "rendent"). "Mutadis" organise pour le compte des États nucléarisés (Commission Européenne) le contrôle social des lendemains d'un accident nucléaire majeur. Ce sont des managers, ce ne sont pas des scientifiques. Eux-mêmes se définissent *experts*. En quoi?

En février 2001, j'écrivais à Jacques Lochard : *"La radioprotection dans les territoires contaminés de Tchernobyl est impossible sans la science, appliquée à l'organisme de chaque enfant et des aliments qu'il absorbe. C'est ce que le Ministère de la santé du Belarus ne veut pas faire, pour pouvoir continuer à publier ses données statistiques générales et fausses. C'est le motif de son opposition au travail du Professeur Nesterenko avec les Spectromètres pour le Rayonnement Humain, dont les mesures concrètes révèlent les vraies doses de contamination. Celles-ci sont essentielles pour la prophylaxie ciblée de chaque enfant et pour l'établissement de la corrélation entre la charge des radionucléides incorporés dans l'organisme et les nombreuses maladies étudiées par l'anatomopathologiste Bandazhevsky. Mais elles révèlent également l'ampleur réelle de la catastrophe de Tchernobyl, qui ne fait que commencer. Ne pas s'occuper de science, mais seulement d'éducation et de support sociologique, peut devenir un alibi de couverture, qui laisse les choses en l'état dans "l'ignorance et dans l'incertitude".*

Vous avez raison de souhaiter que les Biélorusses prennent eux-mêmes leur destin dans leurs mains. Les Biélorusses ce sont d'abord les scientifiques comme Nesterenko. Soit leurs connaissances imposeront une politique de radioprotection authentique, soit il n'y aura pas de radioprotection du tout. Sans ces scientifiques, les pauvres paysans pris au piège, sans moyens ni connaissances, n'auront jamais la force de faire face à leur destin. Les 370 Centres doivent être rétablis."

1.3. La démarche de préparation du programme CORE en 2002 (p.9 de l'original)

Une initiative du Comité Tchernobyl de Biélorussie

Sur la base de ce constat partagé, le Comité Tchernobyl de Biélorussie a rassemblé à Minsk le 21 novembre 2001 les représentants de différentes institutions internationales dans le but d'initier la préparation d'un projet commun visant à la réhabilitation durable des conditions de vie dans les territoires contaminés de Biélorussie : le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD), la Banque Mondiale, la Commission Européenne, l'Ambassade de France en Biélorussie, le Consulat Suisse des Affaires Étrangères ainsi que des experts du projet ETHOS.

L'organisation de la phase de préparation

Trois instances parallèles ont été formées pour contribuer à différents niveaux (local, national et international) à la préparation du programme CORE :

- Le *Comité de Préparation*, comprenant des représentants du Comité Tchernobyl, du Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD), de la Banque Mondiale, de la Commission Européenne, de l'Ambassade de France en Biélorussie, du Consulat Suisse des Affaires Étrangères et des **experts du groupe ETHOS**, pilote le processus de préparation sur le plan international.
- Le *Comité de Partenariat* européen regroupe institutions de recherche, entreprises, ONG européennes susceptibles de coopérer avec des acteurs biélorusses et internationaux pour l'élaboration, le suivi ou le financement d'initiatives dans le cadre du programme CORE.
- Le *Groupe Projets* composé de 7 à 10 experts biélorusses et d'un représentant de chacun des districts engagés dans la participation au programme CORE a pour mission d'investiguer et d'identifier les projets émergeant au niveau local et de participer à l'élaboration de ces projets ainsi qu'à celle de critères d'éligibilité et d'évaluation.

Le déroulement de la phase de préparation depuis début 2002

Depuis la réunion internationale du 21 novembre 2001, ces trois instances ont contribué en Biélorussie, en Europe et sur le plan international à la préparation du programme CORE. Le lancement de la phase préparatoire fut ainsi donné le 6 mars 2002, à l'occasion de la première réunion du Comité de Préparation à Minsk.

Sur le plan biélorusse et au niveau local, d'avril à octobre 2002, le Groupe Projets biélorusse, à travers quatre missions dans les territoires contaminés et la rédaction de rapports d'investigation, a permis:

- La compréhension des contextes locaux propres aux districts concernés;
- Une première identification de projets potentiels émergeant au niveau local ;
- Une mise en visibilité du programme CORE ;
- L'émergence d'acteurs relais potentiels au niveau local ;

Parallèlement, *sur le plan européen*, un Comité de Partenariat a été constitué qui regroupe un ensemble d'acteurs et d'institutions en Europe très divers², porteurs d'enjeux vis-à-vis de la problématique de la réhabilitation durable des conditions de vie dans les territoires contaminés de Biélorussie (voir « Pourquoi le programme CORE ? ») et susceptibles de s'impliquer dans le programme CORE.

² Parmi lesquels l'association « A Tous Vents du Monde », le Centre d'études sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire (CEPN), FERT, GRAINE, l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon (INAP-G), l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), l'Institution Patrimoniale du Haut Béarn (IPHB), Médecins du Monde, le Ministère de l'Agriculture, Mutadis, Patrimoine Sans Frontière, l'Université de Caen.

Par ailleurs, dans le cadre d'une mission en Biélorussie en juillet 2002, les membres du Comité de Partenariat aux côtés du Groupe Projets biélorusse ont mené des investigations pour identifier avec les acteurs locaux les domaines d'action envisageables dans le cadre du programme CORE. A l'occasion de la réunion organisée à Minsk le 12 juillet avec le Comité de Préparation, les différents participants de la phase préparatoire (partenaires européens, représentants des bailleurs de fonds, acteurs biélorusses nationaux et locaux) ont ainsi pu se rencontrer et commencer à élaborer les conditions et les moyens d'une coopération sur différents projets de santé, de développement économique des zones rurales, de **qualité radiologique** ainsi que d'éducation et de **mémoire**.

En outre, un Comité de Liaison interministériel et interrégional a été formé mi-2002 par le Comité Tchernobyl dans la perspective de l'intégration des différentes composantes concernées par le programme CORE au sein de l'administration nationale et régionale de Biélorussie.

La phase de préparation du programme CORE doit s'achever par une seconde mission commune du Comité de Partenariat et du Groupe Projets en Biélorussie au mois de décembre 2002 qui permettra aux différents partenaires de finaliser les conditions et les moyens de leur coopération. Une réunion du Comité de Préparation en présence du Groupe Projets et du Comité de Préparation est prévue le 12 décembre à Minsk. Les premières actions du programme CORE devraient débiter au cours du premier trimestre 2003.

Oxymoron, ou **oxymore** : "Figure qui consiste à allier deux mots de sens contradictoires pour leur donner plus de force expressive. Ex. douce violence" (Dictionnaire Le Petit Robert). Mais, il existe des opérations plus subtiles et moins innocentes. Beaucoup de personnes connaissent l'expression *greenwash* : c'est ainsi qu'on appelle les judicieuses opérations de marketing qui donnent à un concept éculé, ou qui a mauvaise presse, un nouveau vernis et en font quelque chose qui peut sembler valable et radicalement nouveau, mais qui est fondamentalement inchangé : **qualité radiologique**. La radioactivité dans les territoires contaminés par la catastrophe nucléaire peut donc être aussi bien de mauvaise que de bonne qualité. Banalisation, évacuation du sens? Peut-il y avoir une autre signification, qui m'échappe, à ce quasi oxymoron, ou greenwash inventé par MUTADIS-ETHOS-CORE?

[.....pp.1 à 6 du chap. 2. Présentation générale du programme CORE]

3. Présentation des projets thématiques

3.1. *Suivi sanitaire et qualité de la santé*

3.1.1. Le contexte

Les personnes vivant dans les territoires contaminés sont préoccupées par leur état de **santé**, particulièrement celui des enfants. Les professionnels de santé locaux reconnaissent l'existence de problèmes. Toutefois, **l'information recueillie est fragmentée et incomplète**, ce qui conforte la population dans un sentiment d'abandon et la conduit, par fatalisme, à avoir des conduites à risques. Il apparaît donc nécessaire en mettre en œuvre un projet sur les questions sanitaires.

Afin d'investir l'argent des leurs contribuables de la manière la plus efficace dans le domaine de l'information sur la santé, les pays financeurs du projet CORE pourraient demander aux autorités biélorusses de rétablir l'Institut de médecine de Gomel avec à sa tête son recteur, le professeur Youri Bandajevsky, de façon à ne pas dissiper la grande quantité de données et de

connaissances accumulées en 9 ans de recherches scientifiques rigoureuses sur les pathologies causées par la catastrophe de Tchernobyl..

3.1.2. Objectifs et méthodologie

Différentes directions d'action sont actuellement considérées dans le domaine du suivi sanitaire et de la qualité de la santé. Elles concernent d'une part le suivi sanitaire des enfants vivant dans les territoires contaminés et, d'autre part, d'éducation à la santé. Sur un plan opérationnel, une première phase opérationnelle a été définie et est présentée ci-dessous.

Cette première phase opérationnelle comporte 2 objectifs complémentaires qui seront mis en œuvre en étroite coordination.

Le suivi sanitaire individuel des enfants

Le but de ce projet de suivi sanitaire individuel des enfants est de faire un bilan objectif de leur état de santé pour répondre aux préoccupations de la population. Ce projet prévoit de mettre à la disposition de professionnels de santé locaux les moyens de faire un **bilan de santé des enfants** et, ce, **en collaboration avec des experts européens**. Ce bilan de santé sera effectué en parallèle dans des districts contaminés (Tchetchersk, puis Braguin) et dans un district non contaminé, avec les mêmes caractéristiques socio-économiques, qui serviront de référence (cette région n'est pas encore sélectionnée).

On repart à zéro. 17 ans après la catastrophe et après avoir stoppé les recherches de l'Institut de Gomel et emprisonné son recteur, on en est à entreprendre un **bilan** confié aux professionnels locaux, qui n'osent même pas prononcer le mot radioactivité en relation avec les pathologies qu'ils observent. En plus, ils seront encadrés par des **experts européens**. Qu'en savent-ils ces experts européens, qui n'ont jamais fait de recherches à Tchernobyl et qui y viendront avec leurs formules mathématiques des modèles Hiroshima?

L'éducation à la santé des femmes enceintes

Ce projet vise la réduction du risque radiologique lié à l'ingestion d'aliments par l'apprentissage du contrôle du risque chez les femmes enceintes suivies à l'hôpital de Stoklyn. Les femmes enceintes représentent une population "captive" en raison du programme d'éducation existant au Bélarus qui contient en moyenne 7 modules. La grossesse chez toute femme est un moment privilégié de questionnement et de réceptivité; parallèlement toutes les inquiétudes sont réactivées. Dans les régions contaminées la question de la nourriture comme mode de contamination se repose et les futures mères s'interrogent sur leur responsabilité dans la contamination éventuelle de leur bébé au travers de leur alimentation et de celle de leur bébé. Le projet d'éducation vise à permettre aux femmes enceintes du district de Stoklyn de :

- Contrôler le niveau de contamination de la nourriture qu'elles ingèrent ;
- En améliorer la qualité ;
- Évaluer l'impact de ce contrôle sur leur propre niveau de contamination.

Afin de permettre aux **femmes enceintes de se réapproprier** leur environnement, ce projet s'appuiera sur la démarche élaborée et mise en œuvre dans le cadre du programme ETHOS³.

Ce processus de réappropriation s'appuiera principalement sur l'intégration d'un module de culture radiologique pratique et de dosimétrie opérationnelle aux modules existant déjà pour les femmes enceintes.

Tchernobyl a tronqué le lien biologique naturel entre la vie et l'environnement qu'il a empoisonné. Maintenant on somme la vie de se **réapproprier** cet environnement sous la direction des experts bien nourris à Paris. C'est demander au cul-de-jatte de se réapproprier la course à pied. On enseigne aux jeunes femmes l'autonomie dans un goulag contaminé. A leur handicap on ajoute la culpabilité d'être fatalement des mauvaises mères, car elles seront inévitablement de mauvaises élèves de leurs mauvais maîtres. La mère empoisonnée sera une source de poison pour la nouvelle vie, qui prendra, confiante, sa source en elle. La symbiose heureuse muée en monstruosité. De quelle *réappropriation* parlent-ils ces faussaires aveugles?

3.1.4. Les projets

- **Le suivi sanitaire individuel des enfants**

Il est prévu de créer une unité mobile dotée de moyens diagnostic (appareil à ultrasons, électrocardiographe, ...), avec une équipe composée de médecins et d'infirmières. Cette unité ira de village en village pour examiner les enfants de 0 à 15 ans. Certains examens (gastroscopie et électromyographie) ne seront pas effectués en routine, mais seulement lorsqu'ils apparaîtront nécessaires pour confirmer un diagnostic.

Une base de données avec les noms des enfants sera établie pour chaque village par le directeur de l'école ou le professionnel de santé local. La formation des membres des unités médicales mobiles sera complétée.

Les informations seront analysées par les médecins des équipes mobiles, mais également par des experts, biélorusses et européens, spécialistes de différentes disciplines médicales (l'implication de ces experts reste à organiser). Un carnet de santé sera constitué pour chaque enfant.

Les parents seront informés du résultat des différents examens pratiqués sur leurs enfants. Les conclusions générales seront diffusées à la population (les modalités restent à préciser).

Une étude rétrospective des données dosimétriques est prévue. Pour chaque enfant, les données sanitaires et dosimétriques seront mises en relation afin de déterminer si la contamination chronique par le césium pourrait avoir joué un rôle dans les pathologies observées.

Cette **mise en relation** est un progrès. Elle sera effectuée par qui? Suivant quelles méthodes? Les travaux du professeur Bandajevsky seront-ils pris en compte? Que veut dire étude rétrospective?

Les échanges d'informations entre les participants biélorusses et européens se feront régulièrement par réseau informatique, mais également lors de séminaires réunions de travail organisées alternativement en Biélorussie et à Paris.

³ Voir annexe n°2 : Présentation du projet ETHOS

Par ailleurs, afin d'améliorer la prise en charge des patients, il est prévu de remettre à niveau des dispensaires des villages concernés dans les districts contaminés.

- **L'éducation à la santé des femmes enceintes**

Ce projet sera dans un premier temps (en 2003) situé à l'hôpital de Stolyn. La formation des femmes enceintes s'appuiera avant tout sur dialogue direct avec celles-ci aussi bien pendant le module qu'après, au travers des consultations post-natales. Cette formation pendant et après le module s'appuiera sur deux supports :

- Une vidéo élaborée avec le Dr Raissa MISSIOURA, pédiatre de l'hôpital de Stolyn ;
- Une brochure de culture radiologique (respectant le principe de précaution) élaborée avec les femmes enceintes.

Par ailleurs, le projet d'éducation à une culture radiologique pratique et à la dosimétrie opérationnelle sera complété par :

- Des mesures de la radioactivité aux domiciles des femmes enceintes ;
- Des mesures anthropogammamétriques des femmes enceintes.

3.1.5. Partenaires envisagés

- Le Ministère de la Santé biélorusse
- Districts de Stolyn, de Tchetchersk, de Braguin, Slavgorod
- L'hôpital de Stolyn
- L'Institut de Radiologie de Gomel (filiale de Brest)
- Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN)
- Médecins du Monde
- *Autres partenariats envisagés* : consultations en cours

Peut-on espérer de voir Belrad et Galina Bandajevskaya parmi les partenaires envisagés?

[..... pp. 4 à 14 : que les anglophones les commentent]

[..... Pp. 15 à 26 sans commentaires]

Annexes

Annexe 1 –Présentation du projet ETHOS (p. 7 de 4. Budget et récapitulatif...)

L'approche ETHOS

La méthodologie développée prend en compte d'une façon globale l'ensemble des dimensions affectées par la situation post-accidentelle (sanitaires, économiques, sociales, culturelles).

C'est une initiative originale qui se démarque des approches antérieures. Il s'agit d'une approche décentralisée, basée sur une forte implication de la population locale dans le processus de réhabilitation. La démarche vise à créer des conditions favorables **pour que les habitants des territoires contaminés puissent assurer eux-mêmes la reconstruction de leur qualité de vie et**, dans ce cadre, la prise en charge de **la gestion du risque radiologique généré par l'ensemble de leurs activités sur le territoire contaminé**. La reconstruction concerne tous les aspects de leur vie quotidienne qui ont été affectés par la contamination :

santé (notamment celle des enfants), environnement, sécurité domestique, niveau de vie, activités professionnelles, activités sociales et culturelles, identité individuelle et collective.

C'est moi qui souligne. On peut laisser au texte en rouge le soin de se commenter tout seul, sinon pour dire qu'il est à la fois objectivement vrai et perfide. Désormais, le territoire contaminé est une donnée de nature. Ce sont les habitants qui sont responsables et ils seront les seuls fautifs, si ça ne va pas. Rappelons Bandajevsky : *"Chacun pour soi", l'État ne portant plus aucune responsabilité pour la santé des populations. Ceci est en opposition flagrante avec la Constitution de la République du Belarus et avec la Loi sur la Santé Publique...*" Avec CORE c'est donc aussi la politique et l'éthique de l'Union Européenne et de nous tous, qui avons financé et finançons ce délire criminel et légal. Humanitaire et scientifique.

ETHOS a été mis en œuvre par une équipe interdisciplinaire associant des compétences en matière de radioprotection, économie, sociologie et gestion sociale du risque, agronomie et développement durable, communication et sécurité. Quatre instituts de recherche ont été associés à ce projet : le Centre d'études sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire – CEPN (radioprotection, économie), l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon – INAPG (agronomie, gestion patrimoniale), l'Université de Technologie de Compiègne (communication, sécurité) et le groupe d'études Mutadis (gestion sociale du risque) qui a assuré la coordination scientifique du projet.

Le projet ETHOS

Le programme européen ETHOS avait pour but d'améliorer durablement les conditions de vie des habitants des villages et de leurs enfants dont la vie quotidienne a été fortement affectée par la présence à long terme de contamination radioactive à la suite de l'accident de Tchernobyl. Cette démarche pluridisciplinaire et novatrice était basée sur une implication forte de la population dans l'évaluation et la gestion du risque en concertation avec les autorités locales et nationales et les experts.

- *Dans une première phase (1996-1998), financée par la Commission Européenne, la démarche ETHOS a été mise en œuvre dans le village d'Olmany (District de Stolyn), situé au sud-est de la Biélorussie, à 200 km environ de Tchernobyl. **Des améliorations très significatives des conditions de vie, notamment sur le plan de la protection radiologique et de la qualité radiologique des productions agricoles privées, ont été obtenues grâce à une forte implication de la population du village.***

Mensonge et désinformation. Dans une lettre du 31 janvier 2001 à ARTE, que j'ai envoyée par la suite à ETHOS, je contestais : *Le projet ETHOS-[...] affirme qu'en 3 ans de présence intermittente sur le terrain, son équipe a obtenu le résultat significatif de faire boire du lait "propre" aux enfants d'Olmany. Alors que les mesures effectuées en ce mois de janvier 2001 par "Belrad" a révélé que 22 échantillons de lait sur 31 dépassaient de 2 jusqu'à 26 fois le niveau de radioactivité admissible (de 100 Bq/l, que les médecins considèrent déjà excessifs pour un enfant, en particulier lorsqu'il persiste des semaines, des années).* Et le 9 février 2001, j'écrivais directement à Jacques Lochard : *Ce que vous en dites et écrivez ne correspond pas à la réalité, que j'ai pu observer et dont j'ai la documentation. Donner le feu vert à la vente du lait d'Olmany aide certainement l'économie locale et assure mieux le pouvoir des dirigeants du lieu, ils vous en seront reconnaissants, mais cela signifie continuer à diffuser l'épidémie dans le pays. Car ce n'est pas l'équipe d'ETHOS, présente de temps en temps sur le terrain pendant 10 jours, qui pourra garantir que seul le lait "propre" sera exporté.*

Le projet a créé les conditions d'une prise en charge de la protection radiologique des enfants par les mères de famille et a permis le développement d'une culture radiologique pratique en lien avec les activités de la vie quotidienne au village. La diffusion de cette culture a été parallèlement réalisée par l'école du village dans le cadre de modules pédagogiques pratiques.

Cette première phase ayant démontré la faisabilité à l'échelle d'un village d'une implication active de la population dans le processus de réhabilitation des conditions de vie et de la santé des enfants, les autorités biélorusses (locales et nationales) ont souhaité que soient étudiées les conditions d'une diffusion de cette démarche basée sur un transfert d'expérience et de méthodologie vers l'administration locale biélorusse opérant dans les territoires contaminés.

- *Au cours de l'année 1999*, un nouveau projet a été préparé en collaboration avec les autorités biélorusses pour étendre la démarche ETHOS à l'échelle du district de Stolyn.
- *La deuxième phase du projet (2000-2001)*, co-financée par la Commission Européenne, le Ministère Suisse des Affaires Étrangères, l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire, l'association Sol et Civilisation, ainsi qu'Électricité de France et COGEMA, se déroule **dans 5 villages du District de Stolyn** (90 000 habitants) en coopération avec des instituts scientifiques biélorusses: le Centre Régional de Pinsk pour la Recherche sur la Réhabilitation Radiologique, l'Institut de Recherche Biélorusse en Science des Sols et en Agrochimie et l'Université de Brest. La démarche est mise en œuvre par 80 professionnels locaux (infirmières, médecins, radiamétristes, enseignants, cadres de fermes collectives) qui se sont portés volontaires pour participer au projet avec le soutien de l'équipe ETHOS et des autorités locales. L'objectif est d'étudier les conditions d'une prise en charge de la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés du District de Stolyn et du développement d'une culture du risque radiologique par les populations, les professionnels et les autorités locales en co-opération avec les instituts et les autorités nationales.

C'est de ces 5 villages que Nesterenko a été chassé par ETHOS

Le projet ETHOS s'est achevé⁴ par l'organisation d'un séminaire international les 15 et 16 Novembre 2001 à Stolyn en présence des autorités nationales biélorusses et de nombreuses

⁴ Références :

HERIARD DUBREUIL G. et al. "Chernobyl Post-Accident Management: The ETHOS Project". Health Physics, Vol. 77, N° 4, 1999, pp. 361-372.

LOCHARD J. "Stakeholder Involvement in the Rehabilitation of Living Conditions in the Territories affected by the Chernobyl Accident: the ETHOS project in Belarus". In : "Restoration of Environments with Radioactive Residues", Proceedings of an **IAEA International Symposium**, Arlington, VA, USA, 29 November-3 December 1999, IAEA-SM-359/5.2, pp. 495-506, 1999.

HERIARD DUBREUIL G., SCHNEIDER T. "Rehabilitation of the Living Conditions in the Contaminated Territories after Chernobyl: the ETHOS Project". In : "The 2nd VALDOR Symposium Addressing Transparency in Risk Assessment and Decision Making", Stockholm, Sweden, 10-14 June 2001, pp. 122-131.

organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, en particulier la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Commission Européenne (DG Recherche, DG Environnement, DG RELEX - Aidco) et l'Ambassadeur de France en Biélorussie. Les principales catégories d'acteurs concernées au plan local, régional, national et international étaient représentées dans ce séminaire ainsi que des composantes pluridisciplinaires d'expertise (protection radiologique, radio écologie, santé, sécurité, agriculture, économie, finance, sociologie, éthique, etc.).

Ce séminaire avait pour objectifs de présenter les résultats du Projet ETHOS et d'élaborer avec les différentes catégories d'acteurs concernées une démarche de co-expertise dans la perspective d'une réhabilitation durable des territoires contaminés intégrant la prise en charge des caractéristiques radiologiques de ces territoires.

Une déclaration commune adoptée par les 150 participants (annexe 1) à l'issue du séminaire recommande aux organisations internationales de poursuivre la coopération avec les autorités locales et nationales et les instituts scientifiques biélorusses pour favoriser le développement économique durable et la réhabilitation radiologique dans les territoires contaminés.

Contribution et limites de l'approche ETHOS dans la perspective d'une réhabilitation durable

L'expérience acquise dans le cadre des projets ETHOS 1 et 2 (1996-2001) montre qu'une prise en charge efficace et à long terme des problèmes posés par la contamination ne peut s'effectuer sans une implication effective de la population. Cette dimension d'implication de la population dans la réhabilitation, associée au développement d'une culture radiologique pratique, apparaît être un volet incontournable d'une stratégie durable de réhabilitation des conditions de vie et de la santé dans les territoires contaminés.

L'expérience acquise a démontré le caractère global de la problématique de réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés. **La protection radiologique est un objectif qui ne peut être atteint isolément des autres dimensions d'une amélioration globale des conditions de vie et de la santé dans ces territoires qui sont également affectés par une forte crise économique. La qualité radiologique n'a de sens que dans le contexte d'un redéploiement de la qualité de vie.**

On augmente le PNB et le césium¹³⁷ disparaît. Merveilleux!

L'approche ETHOS ne constitue donc que l'un des volets d'une stratégie globale de réhabilitation. Le développement économique durable des territoires, qui conditionne la pérennité de la protection radiologique, constitue également un volet incontournable d'une stratégie de réhabilitation.

Compte tenu de la structure agricole de l'économie des territoires biélorusses et du contexte économique national, l'amélioration durable des conditions de vie et de la santé passe aujourd'hui par le développement du potentiel de production agricole privée. Celui-ci suppose le développement dans la population d'une culture radiologique et de techniques de production appropriées pour soutenir la qualité radiologique. Il implique également une

sécurisation des approvisionnements (en service, intrants, lopins) et des débouchés de ces productions (certification qualité, transformation, commercialisation).

Les progrès enregistrés localement en matière de qualité radiologique restent confrontés à des préoccupations fortes et persistantes concernant la santé des enfants, au sein de la population comme dans les milieux médicaux locaux et régionaux. Il apparaît que la question des effets à long terme de la contamination chronique (particulièrement sur les enfants) ne fait pas l'objet d'une concertation suffisante entre les niveaux d'expertise médicale locaux, nationaux et internationaux. Ceci porte préjudice à la crédibilité du dispositif de protection dans son ensemble.

ANNEXE 3 – Définition d'un programme pour le développement de la culture radiologique pratique auprès des enfants sur la base du retour d'expérience du projet ETHOS

L'éducation sur la culture radiologique pratique insiste sur la connaissance de la situation radiologique du village et des principaux lieux de vie, la mesure de la contamination des produits alimentaires produits dans l'enclos familial, l'interprétation du carnet de santé de l'élève, les comportements de précaution adaptés et l'histoire de la vie des habitants des territoires contaminés. La démarche repose sur l'élaboration par les enfants eux-mêmes de principes qui permettent de vivre en sécurité au village. L'enfant produit ainsi des connaissances utiles pour son village et s'approprie des comportements adaptés auxquels il a réfléchi et dont il comprend les raisons. Ainsi, enfants et professeurs ou accompagnateurs deviennent les vecteurs d'une culture radiologique pratique, auprès de la population, en reliant leurs connaissances sur la radioactivité à la vie quotidienne locale. Le retour d'expérience du projet ETHOS montre que la démarche ne relève pas d'un travail de « spécialistes », mais que tous les professeurs et accompagnateurs peuvent le faire à condition d'accepter de se former soi-même avant de former les enfants.

Pour faciliter cette démarche, un guide est proposé en quatre étapes :

I - Comment choisir son projet :

La première étape consiste à découvrir les préoccupations des enfants par rapport à la contamination à travers des dessins, des compositions, des lettres à des amis, des enquêtes auprès des élèves et de la population.

L'objectif est de découvrir quelles réalités du village rejoignent l'intérêt des enfants :

- qualité de l'environnement
- contamination des produits alimentaires
- protection de la santé.

II- Comment préparer son projet :

Le projet choisi, il convient de se former, de connaître les concepts radiologiques et normes en vigueur, s'initier aux maniements des appareils de mesure et aux protocoles expérimentaux. Il est important que le professeur ou l'accompagnateur réalise lui-même le travail avant de le proposer aux enfants et apprenne à présenter et à interpréter les résultats obtenus. On réfléchira alors aux conclusions pratiques que les enfants pourront tirer de leur excursion. Enfin, on réfléchira à la représentation et à l'interprétation des résultats obtenus, la façon d'en discuter avec les enfants et d'en tirer les conclusions pratiques.

III- Comment réaliser son projet :

La préparation terminée, il convient de penser à associer les parents et les professionnels du village (médecins, infirmières, kolkhoziens, producteurs privés), à la réalisation de l'excursion. Ensuite, il s'agit de présenter l'activité et son objectif aux enfants, ainsi que les appareils qui seront utilisés, la façon dont seront prélevés les échantillons. On apprendra aux enfants à construire les questions qu'ils vont poser aux différents professionnels qu'ils vont rencontrer et à rechercher l'information utile.

Enfin, on mettra en œuvre l'excursion où les élèves feront eux-mêmes le travail de mesure.

IV- Comment tirer parti de son projet

Les enfants représentent eux-mêmes les résultats sous forme de graphiques, histogrammes, de bases de données informatiques, de plans où seront reportées les mesures radiologiques, de synthèse des enquêtes et des travaux. Il est souhaitable d'organiser un débat sur les résultats et leur interprétation. Le rôle du professeur ou de l'accompagnateur est de dégager les éléments de culture radiologique pratique ainsi découverts et d'insister sur la nécessité de coopérer avec les professionnels locaux pour résoudre les différents problèmes et tirer les conclusions.

Les enfants formuleront ensuite eux-mêmes les recommandations pratiques, par oral et par écrit, pour vivre en sécurité au village. Les résultats obtenus pourront être diffusés par journal mural, par exposition, sous forme de spectacle, de journées à thème, ou au cours de réunions avec les parents.